

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Travaux publics, des Communications et de la Rénovation des sites d'activités économiques désaffectés pour la Région de Bruxelles-Capitale, le 21 décembre 1991, d'une demande d'avis sur un avant-projet d'ordonnance "relative à l'exploitation du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capital", amendé par le Ministre le 11 février 1991, a donné le 24 avril 1991 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 21 december 1991 door de Minister van Openbare Werken, Verkeer en Renovatie van afgedankte bedrijfsgebouwen voor van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "betreffende de exploitatie van het kanaal, de haven, de voorhaven en de afhankelijkheden ervan in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest", geamendeerd door de Minister op 11 februari 1991, heeft op 24 april 1991 het volgend advies gegeven :

L'ordonnance en projet est, comme son intitulé l'indique, relative "à l'exploitation du canal, du port, de l'avant-port et de ses dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale".

Elle autorise l'Exécutif de cette région à approuver la création d'une association de droit public, dotée de la personnalité juridique, chargée de l'exploitation et de la gestion du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépôts et dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale; elle classe cette association dans la catégorie B des organismes visés par l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public; elle arrête diverses règles relatives aux statuts, à l'organisation et au fonctionnement de ladite association, lui impose le respect d'un "cahier des charges" arrêté par l'Exécutif et prévoit la conclusion entre celui-ci et l'association d'un contrat de gestion; elle règle, enfin, les compétences et le contrôle de l'association et habilite l'Exécutif à régler le transfert à l'association des missions, biens, droits et obligations ainsi que du personnel de la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles. La dissolution de cette société est actuellement prévue par l'article 21, § 1er, de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, à une date à fixer par le Roi, qui est chargé, par le paragraphe 2 de cette même disposition, de régler cette dissolution, ainsi que toutes questions auxquelles celle-ci donnera lieu, "notamment le

.../...

transfert à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale, chacune pour ce qui la concerne, des missions, des membres du personnel, des biens, des droits et des obligations de ladite société."

*

*

*

La loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en son article 6, § 1er, X, 2E et 3E, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988, rendu applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, donne compétence aux Régions dans la matière des "voies hydrauliques et leurs dépendances", et des "ports et leurs dépendances".

Par ailleurs, en vertu de l'article 9 de la même loi spéciale qui lui est applicable conformément à l'article 4 de loi précitée du 12 janvier 1989, la Région de Bruxelles-Capitale est autorisée à "créer des services décentralisés, des établissements et des entreprises", à leur accorder la personnalité juridique et à régler "(leur) création, (leur) composition, (leur) compétence, (leur) fonctionnement et leur contrôle".

La matière qu'entend régler l'ordonnance en projet relève donc de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale.

.../...

Toutefois, il convient de s'interroger sur le point de savoir si l'adoption de cette ordonnance ne doit pas être précédée d'un accord de coopération conclu avec la Région flamande.

En effet, en vertu de l'article 92bis, § 2, de la loi spéciale précitée,

"Les Régions concluent en tout cas des accords de coopération pour le règlement des questions relatives :

- a) à l'hydrologie et à la maîtrise des eaux, aux voies hydrauliques qui dépassent les limites d'une Région ...,"
- b) ... aux biefs des voies hydrauliques qui dépassent les limites d'une Région et aux ports situés sur le territoire de plus d'une Région",

étant entendu qu'en vertu de l'article 94, § 2, de la même loi spéciale, modifié par l'article 67, § 1er, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions,

"... les procédures, règlements et situations de fait existant au 1er janvier 1989 pour chaque matière visée à l'article 92bis, §§ 2, ... restent en vigueur jusqu'à la conclusion d'un accord de coopération pour cette matière."

*

*

*

L'exposé des motifs de l'ordonnance en projet explique que l'objectif poursuivi est notamment "de permettre,

.../...

via la création préalable d'une société d'accueil, une dissolution de la Société anonyme du canal par le Roi aussi rapide que possible", en habilitant l'Exécutif "à approuver la création d'une association de droit public, dotée de la personnalité juridique," et ce "avant la dissolution de la Société anonyme du canal", mais précise que,

"cette association de droit public ne fonctionnera pas avant le transfert effectif des missions, membres du personnel, biens, droits et obligations de la société nationale", cette dernière continuant, "durant toute la procédure de dissolution, ... à exercer les missions qui lui sont actuellement dévolues".

Toujours suivant l'exposé des motifs,

"la mise en activité de la nouvelle société est donc tributaire du règlement, entre le pouvoir national et les deux Régions concernées, de toutes les questions ayant trait à la dissolution; conformément à l'article 92bis, § 2, b) de la loi spéciale du 8 août 1980, ce règlement global devra - avant d'être coulé en forme d'arrêtés royaux - faire l'objet d'un accord de coopération entre parties concernées".

Pour les auteurs du projet, un accord de coopération est donc nécessaire, mais il ne doit intervenir qu'en vue du règlement global des questions ayant trait à la dissolution de l'actuelle Société du canal et après la création d'une nouvelle société d'accueil.

*

*

*

Il résulte de ce qui précède que l'opération de restructuration de la Société anonyme du canal doit, dans

.../...

l'esprit des auteurs du projet, s'effectuer de la manière suivante : la dissolution elle-même fait l'objet d'une loi et d'un arrêté royal; elle implique un accord de coopération pour régler les questions relatives au transfert des missions, droits, obligations et personnel de la société dissoute à chacune des deux Régions concernées; elle ne devient effective qu'après que chaque Région a créé des institutions appelées à prendre en charge les compétences de la société dissoute; l'ordonnance en projet, qui se borne à prévoir la création d'une association et l'approbation de ses statuts par l'Exécutif, est ainsi conçue comme un préalable à la dissolution de la société existante, mais ne requiert, comme telle, aucun accord de coopération. Un tel accord ne sera requis, selon les auteurs du projet, que pour les opérations de dissolution et, sur la base de l'article 92bis, § 2, pour régler le sort de la voie hydraulique qui s'étend sur les deux Régions.

En définitive, l'intention des auteurs de l'ordonnance en projet est de limiter le "port de Bruxelles" à des installations exploitées exclusivement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, de le centrer sur le bassin Vergote, "l'avant-port" situé en aval du pont Van Praet et le tronçon du canal s'étendant vers le nord jusqu'à la Région flamande, ces installations et leurs dépendances devant constituer un ensemble économique cohérent géré de manière autonome, sous réserve de la coopération prévue pour la voie hydraulique par l'article 92bis, § 2, a, précité. Dès lors, dans l'esprit des auteurs de l'ordonnance en projet, le port ne serait situé que sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et sa gestion ne requerrait aucun autre accord de coopération avec la Région flamande.

.../...

*

*

*

Il ne ressort pas des travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1988 que le législateur spécial n'ait entendu imposer un accord de coopération que jusqu'à la dissolution de l'actuelle Société du canal et en vue seulement de cette dissolution.

Au contraire, c'est une règle générale, de portée permanente et non transitoire qu'énonce l'article 92bis, § 2, b, introduit par ladite loi spéciale dans celle du 8 août 1980.

Et cette règle a été énoncée, d'une part, à un moment où la dissolution de la société existante était déjà envisagée (1) et, d'autre part, alors que, de toute façon, en vertu de l'article 94, § 2, de la loi spéciale, étaient maintenus les procédures, règlements, situations de fait existant au 1er janvier 1989, notamment pour la matière des ports visés à l'article 92bis, § 2, jusqu'à la conclusion d'un accord de coopération, de telle sorte que la conclusion d'un tel accord était bien envisagée en vue de la modification de la situation de fait existante.

Au sujet de cette situation, il résulte des travaux préparatoires de l'article 92bis, § 2, b, de la loi spéciale de réformes institutionnelles, en tant qu'il concerne "les ports situés sur le territoire de plus d'une Région", que le législateur spécial a visé l'entité exploitée par la Société

(1)Doc. parl. Chambre nE 516/6, 1988, pp. 57 et 152.

anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles (2).

Des travaux préparatoires et des informations fournies au Conseil d'Etat, il ressort que cet ensemble est constitué, non seulement d'installations portuaires établies sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, mais aussi du canal qui relie ces installations à l'Escaut et des équipements portuaires qui s'y greffent, notamment à Vilvorde, cet ensemble étant actuellement exploité par une société dont le capital est détenu aussi bien par des communes de la Région de Bruxelles-Capitale que par l'Etat, la province de Brabant et des communes de la Région flamande.

Ainsi entendu, le port de Bruxelles s'étend bien sur deux Régions, puisque l'ensemble des installations sont implantées, en partie sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et, en partie sur celui de la Région flamande et puisque le capital de la société qui le gère est détenu par diverses institutions dont plusieurs ressortissent aux deux régions.

Pareille interprétation n'implique pas le maintien du port actuel de Bruxelles sous sa forme actuelle; l'article 92bis ne fige pas la situation; qu'il établisse des règles relatives à un port situé sur le territoire de plus d'une Région n'implique pas que les pouvoirs publics compétents doivent

(2)Exposé des motifs, Doc. parl. Chambre, 516/1 - 1988, p. 14; rapport de la commission de la Chambre, Doc. parl. Chambre 516/6, pp. 56, 57 et 152; rapport de la commission du Sénat, p. 120.

veiller à ce que ce port continue indéfiniment d'exister dans sa configuration actuelle.

La "restructuration" du port et des installations maritimes de Bruxelles, autrement que par la dissolution de l'organisme existant et le transfert de ses attributions et de ses moyens d'action à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale, a d'ailleurs déjà été envisagée lors de la discussion de la loi spéciale du 8 août 1988, mais renvoyée à "une phase ultérieure" de la réforme de l'Etat (3).

Mais une telle restructuration n'implique pas un accord de coopération en vue seulement de la dissolution de l'organisme existant; elle exige, comme préalable, un accord entre les autorités désormais compétentes et, partant, concernées, à savoir les deux Régions, sur l'étendue et la future gestion du port.

Il s'agit, avant tout et avant même de régler les problèmes touchant à la dissolution de la société du canal, de se mettre d'accord sur les options fondamentales.

Le règlement de ces questions par un accord de coopération doit se faire avant que ne soit prise, par l'une et par l'autre des Régions concernées, une quelconque initiative.

(3)Doc. parl. Chambre nE 516/6 - 1988, p. 152.

Cette conclusion est conforme à la lettre et à l'esprit des articles 92bis, § 2, b, et 94, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980.

*

*

*

Il suit de ce qui précède qu'à défaut de l'accord de coopération prévu par l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, il est prématuré de soumettre l'ordonnance en projet à l'avis du Conseil d'Etat.

.../...

De ontworpen ordonnantie heeft, zoals blijkt uit het opschrift, betrekking op "de exploitatie van het kanaal, de haven, de voorhaven en de afhankelijkheden ervan in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest".

Zij machtigt de Executieve van dit Gewest ertoe goedkeuring te hechten aan de oprichting van een publiek-rechtelijke vennootschap met rechtspersoonlijkheid, die belast wordt met de exploitatie van en het beheer over het kanaal, de haven, de voorhaven en de opslagplaatsen en aanhorigheden in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest; zij deelt die vennootschap in bij categorie B van de instellingen bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut; zij stelt allerlei regels vast betreffende de statuten, de organisatie en de werking van de genoemde vennootschap, legt haar de verplichting op een door de Executieve vastgesteld "bestek" in acht te nemen en schrijft voor dat de Executieve en de vennootschap een beheersovereenkomst moeten sluiten; zij regelt ten slotte de bevoegdheden van en de controle op de vennootschap en machtigt de Executieve ertoe een regeling te treffen voor de overdracht van de taken, goederen, rechten en verplichtingen en van het personeel van de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel naar die vennootschap. Thans voorziet artikel 21, § 1, van de wet betreffende de afschaffing en de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, in de ontbinding van die vennootschap op een datum die moet worden vastgesteld door de Koning, die er door paragraaf 2 van dezelfde bepaling mee belast wordt die ontbinding te regelen alsmede alle aangelegenheden waartoe deze aanleiding geeft, "onder meer de overdracht aan het Vlaamse Gewest en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, ieder wat hem betreft, van de taken, de personeelsleden, de goederen, de rechten en de verplichtingen van de genoemde vennootschap".

*

*

*

De bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen verleent in haar artikel 6, § 1, X, 2E en 3E, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, dat bij artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen toepasselijk is gemaakt op het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, aan de Gewesten bevoegdheid op het gebied van de "waterwegen en hun aanhorigheden" en van de "havens en hun aanhorigheden".

Het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt er voorts krachtens artikel 9 van dezelfde bijzondere wet, dat overeenkomstig artikel 4 van de eerdergenoemde wet van 12 januari 1989 op dat Gewest toepasselijk is, toe gemachtigd "gedecentraliseerde diensten, instellingen en ondernemingen op (te) richten", hieraan rechtspersoonlijkheid toe te kennen en "(hun) oprichting, samenstelling, bevoegdheid, werking en toezicht" te regelen.

De aangelegenheid die de ontworpen ordonnantie wil regelen valt dus onder de bevoegdheid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

De vraag moet evenwel worden gesteld of er geen samenwerkingsakkoord moet worden gesloten met het Vlaamse Gewest alvorens die ordonnantie goed te keuren.

.../...

In artikel 92bis, § 2, van de eerdergenoemde bijzondere wet staat immers te lezen :

"De Gewesten sluiten in ieder geval samenwerkingsakkoorden voor de regeling van de aangelegenheden die betrekking hebben :

- a) op de hydrologie en de waterbeheersing, op de waterwegen die de grenzen van een Gewest overschrijden, ...;
- b) op ... de panden van waterwegen die de grenzen van een Gewest overschrijden en op de havens die zich op het grondgebied van meer dan één Gewest bevinden",

met dien verstande dat krachtens artikel 94, § 2, van dezelfde bijzondere wet, gewijzigd bij artikel 67, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten,

"... de procedures, regelingen en feitelijke toestanden die bestaan op 1 januari 1989 voor iedere aangelegenheid bedoeld in artikel 92bis, §§ 2, ... van kracht (blijven) totdat een samenwerkingsakkoord voor die aangelegenheid is gesloten".

*

*

*

In de memorie van toelichting bij de ontworpen ordonnantie staat te lezen dat onder meer wordt beoogd "door de voorafgaandelijke oprichting van een onthaalmaatschappij de ontbinding van de naamloze vennootschap van het Kanaal door

.../...

de Koning binnen de kortste termijn mogelijk te maken" door de Executieve ertoe te machtigen "de oprichting goed te keuren van een publiekrechtelijke vereniging met rechtspersoonlijkheid" "voor de ontbinding van de Naamloze Vennootschap Zeekanaal". In die memorie wordt evenwel gepreciseerd dat

"deze publiekrechtelijke vereniging ... slechts in werking (zal) treden na de effectieve overdracht van de opdrachten, de personeelsleden, de bezittingen, de rechten en de verplichtingen van de nationale maatschappij" daar deze "gedurende de hele periode van de ontbinding ... de opdrachten (zal) blijven uitoefenen die haar vandaag zijn toegewezen".

Nog volgens de memorie van toelichting is

"het opstarten van de nieuwe maatschappij ... dan afhankelijk van de regeling tussen de nationale overheid en de twee betrokken Gewesten, van alle problemen die betrekking hebben op de ontbinding. Overeenkomstig artikel 92bis, § 2, b) van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zal deze globale regeling - vooraleer in de vorm van koninklijke besluiten te worden gegoten - het voorwerp moeten uitmaken van een samenwerkingsakkoord tussen de betrokken partijen".

Voor de stellers van het ontwerp is er dus een samenwerkingsakkoord nodig. Het hoeft echter alleen tot stand te komen met het oog op een alomvattende regeling van de vraagstukken in verband met de ontbinding van de huidige Vennootschap Zeekanaal en nadat er een nieuwe overnemende vennootschap is opgericht.

*

.../...

*

*

Uit wat voorafgaat blijkt dat de herstructureeringsoperatie van de Naamloze Vennootschap Zeekanaal, naar het idee van de stellers van het ontwerp, als volgt moet geschieden : de ontbinding zelf wordt geregeld door een wet en een koninklijk besluit; zij impliceert een samenwerkingsakkoord om de kwesties te regelen in verband met de overdracht van de taken, de rechten, de verplichtingen en het personeel van de ontbonden vennootschap aan elk van de twee betrokken Gewesten; zij wordt eerst effectief nadat elk Gewest instellingen heeft opgericht die de bevoegdheden van de ontbonden vennootschap op zich moeten nemen; de ontworpen ordonnantie, die er zich toe bepaalt te voorzien in de oprichting van een "maatschappij" en in de goedkeuring door de Executieve van de statuten ervan, is aldus opgevat als een handeling die voorafgaat aan de ontbinding van de bestaande vennootschap maar vereist, als zodanig, geen enkel samenwerkingsakkoord. Een zodanig akkoord zal volgens de stellers van het ontwerp pas vereist zijn voor de ontbindingsoperaties en, op grond van artikel 92bis, § 2, om een regeling te treffen voor de waterweg die zich uitstrekt over de twee Gewesten.

Kortom, het ligt in de bedoeling van de stellers van de ontworpen ordonnantie "de haven van Brussel" te beperken tot installaties die uitsluitend op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest worden geëxploiteerd, de haven toe te spitsen op het Vergotedok, op "de voorhaven" gelegen stroomafwaarts van de Van Praetbrug en op het gedeelte van het

.../...

kanaal dat zich naar het noorden toe uitstrekt tot aan het Vlaamse Gewest, waarbij die installaties en de aanhorigheden ervan een samenhangend economisch geheel moeten vormen dat autonoom wordt beheerd, onder voorbehoud van de samenwerking waarin voor de waterweg wordt voorzien door het voormelde artikel 92bis, § 2, a. De haven zou bijgevolg, volgens de stellers van de ontworpen ordonnantie, alleen gelegen zijn op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en het beheer erover zou geen enkel ander samenwerkingsakkoord met het Vlaamse Gewest vereisen.

*

*

*

Uit de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 blijkt niet dat de bijzondere wetgever een samenwerkingsakkoord alleen verplicht heeft willen stellen tot aan de ontbinding van de huidige Vennootschap Zeekanaal en alleen met het oog op die ontbinding.

Artikel 92bis, § 2, b, dat door de genoemde bijzondere wet is ingevoegd in die van 8 augustus 1980, stelt integendeel een algemene regel in, die een blijvende en geen overgangsregeling is. Die regel is bovendien enerzijds ingesteld op een tijdstip dat de ontbinding van de bestaande vennootschap reeds in uitzicht werd gesteld (4) en anderzijds

(4) Gedr. St., Kamer nr. 516/6, 1988, blz. 57 en 152.

terwijl de procedures, regelingen, feitelijke toestanden die op 1 januari 1989 bestonden, in elk geval krachtens artikel 94, § 2, van de bijzondere wet werden gehandhaafd, inzonderheid voor de aangelegenheid havens zoals deze bedoeld is in artikel 92bis, § 2, totdat een samenwerkingsakkoord wordt gesloten, zodat het sluiten van een zodanig akkoord wel degelijk overwogen werd om de bestaande feitelijke toestand te wijzigen.

In verband met die toestand blijkt uit de parlementaire voorbereiding van artikel 92bis, § 2, b, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, in zoverre het betrekking heeft op "de havens die zich op het grondgebied van meer dan één Gewest bevinden", dat de bijzondere-wetgever het door de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel geëxploiteerde complex heeft bedoeld (5).

Uit de parlementaire voorbereiding en uit de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt dat dit geheel niet alleen bestaat uit haveninrichtingen die op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest zijn gevestigd, maar ook uit het kanaal dat die inrichtingen verbindt met de Schelde en met de havenvoorzieningen die erbij komen, onder meer te Vilvoorde, waarbij dit geheel thans wordt geëxploiteerd door een vennootschap waarvan het kapitaal zowel in de handen is van gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest als van

(5)Memorie van toelichting, Gedr. St. Kamer, 516/1-1988, blz. 14; verslag van de Kamercommissie, Gedr. St. Kamer 516/6, blz. 56, 57 en 152; verslag van de Senaatscommissie, blz. 120.

de Staat, de provincie Brabant en gemeenten van het Vlaamse Gewest.

In dat opzicht strekt de haven van Brussel zich wel degelijk over twee Gewesten uit, aangezien de gezamenlijke inrichtingen ten dele op het grondgebied van het Brusselse Hoofdsteljk Gewest en ten dele op het grondgebied van het Vlaamse Gewest zijn gevestigd en aangezien het kapitaal van de vennootschap die ze beheert in handen is van verscheidene instellingen waarvan er ettelijke onder de twee Gewesten ressorteren.

Een dergelijke interpretatie betekent niet dat de haven van Brussel zoals zij thans bestaat, in haar huidige vorm moet worden gehandhaafd; artikel 92bis bestendigt de toestand niet; het is niet omdat er in dat artikel regels worden gesteld met betrekking tot een haven die gelegen is op het grondgebied van meer dan één Gewest dat de bevoegde overheid ervoor moet zorgen dat die haven tot in het oneindige blijft voortbestaan in haar huidige vorm.

De "herstructurering" van de haven en haveninrichtingen van Brussel, op een andere wijze dan door het ontbinden van de bestaande instelling en door het overdragen van haar taken en werkingsmiddelen aan het Vlaamse Gewest en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, is trouwens reeds in uitzicht gesteld bij de bespreking van de bijzondere wet van 8 augustus 1988, maar verwezen naar "een latere fase" van de Staatshervorming (6).

(6) Gedr. St., Kamer nr. 516/6-1988, blz. 152.

Een zodanige herstructurering impliceert evenwel geen samenwerkingsakkoord alleen met het oog op de ontbinding van de bestaande instelling; zij vereist als *conditio sine qua non* een akkoord tussen de voortaan bevoegde en bijgevolg betrokken overheden, namelijk de twee Gewesten, over de omvang van en het toekomstig beheer over de haven.

Het gaat er eerst en vooral om, nog voordat de kwesties worden opgelost die te maken hebben met de ontbinding van de Vennootschap Zeekanaal, het eens te worden over het basisbeleid.

Die kwesties moeten door een samenwerkingsakkoord worden geregeld voordat het ene of het andere betrokken Gewest enig initiatief neemt.

Die conclusie is conform de letter en de geest van de artikelen 92bis, § 2, b, en 94, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

*

*

*

Uit het voorgaande volgt dat het bij ontstentenis van het samenwerkingsakkoord voorgeschreven in artikel 92bis van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 voorbarig is de ontworpen ordonnantie ter fine van advies voor te leggen aan de Raad van State.

.../...

AP.

- 21 -

L. 20.466/9.

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
M. LEROY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. RIGAUX,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

F. DELPEREE,

Madame : R. DEROUY,
Mevrouw :

greffier
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-F NEURAY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-F NEURAY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROUY.

C.-L. CLOSSET.